

Conseil supérieur de l'éducation

Séance du 9 juin 2022



Déclaration de SUD éducation

Ce CSE s'inscrit encore dans le terme du mandat de Jean-Michel Blanquer au ministère de l'Éducation nationale. Ces cinq années que Jean-Michel Blanquer a passées, non pas aux côtés, mais contre les personnels, ont été le théâtre d'une entreprise de dégradation sans précédent du service public d'éducation et d'une maltraitance ininterrompue et brutale des personnels.

Le départ de Jean-Michel Blanquer est un soulagement pour les personnels, il était le symbole d'un management autoritariste et du passage en force de réformes inégalitaires qui ont désorganisé le service public d'éducation.

Nous regrettons néanmoins que le nouveau Ministre de l'Éducation nationale, Monsieur Pap Ndiaye, soit absent aujourd'hui. Il aurait pu montrer aux organisations syndicales que sa nomination n'était pas qu'un symbole et qu'il était prêt à revenir sur la politique anti-sociale de son prédécesseur comme l'avait fait avant lui d'autres Ministres de l'Éducation nationale fraîchement nommés.

Cela étant dit, nous nous attacherons à rappeler qu'alors que les personnels préparent dans les écoles et les établissements scolaires la rentrée scolaire prochaine, les plus vives inquiétudes s'expriment.

Toutes les conditions sont réunies pour que l'année scolaire 2022 se déroule dans des conditions déplorables : le nombre d'admissibles aux concours du 1er degré laisse penser que plus de 1700 postes ne seront pas pourvus. De même, dans le second degré, le faible nombre d'admissibles au concours indique qu'à nouveau des classes n'auront pas d'enseignant·es devant elles à la rentrée. En cette fin d'année scolaire déjà, des

élèves de troisième s'apprête à passer l'épreuve de technologie au DNB alors qu'elles et ils n'ont eu aucun cours de technologie cette année, faute de professeur·e.

Les conditions d'entrée dans le métier avec le retour des stagiaires à temps plein à la rentrée 2022 laissent craindre une augmentation du nombre de démission comme cela avait été le cas suite à la réforme Darcos de 2008. C'est peu ou prou la même réforme qui est de nouveau imposé 14 ans plus tard avec le recul du concours à la fin du master et la stagiairisation à temps plein.

Par ailleurs, les annonces récentes du Président Macron à Marseille témoignent du profond décalage entre les besoins réels du service public d'éducation et la politique gouvernementale. Celui-ci a affiché sa volonté de faire des écoles de petits établissements dirigés par des directeur·ices qui pourraient être amené·es à recruter sur profil l'intégralité de l'équipe. Or les personnels n'ont pas besoin de nouvelles hiérarchies intermédiaires. Ce dont les personnels ont besoin c'est de respect, de reconnaissance et surtout de moyens pour enseigner dans de bonnes conditions. Cela passe par la baisse des effectifs par classe, par la rénovation des locaux insalubres et énergivores, par la création d'un véritable secteur médico-social dans l'Éducation nationale, par le recrutement de personnels AESH pour accompagner tous les élèves en situation de handicap et d'une véritable formation initiale et continue pour les personnels.

Voilà quelle devrait être, pour SUD éducation, la feuille de route du nouveau Ministre de l'Éducation nationale.